

LIÈGE - RÉVÉLATIONS

Édito
Après la transparence, le défi d'un nouveau projet



Gaspard GROSJEAN

RÉDACTEUR EN CHEF
LA MEUSE LIÈGE

Se pourrait-il qu'enfin, on ne doive plus s'attendre à une énième révélation dans le dossier Nethys qui ne cesse, mois après mois, de revenir à la Une de l'actualité ? Peut-être. Avec cette vaste mission anti-fraude menée au sein du groupe liégeois sur les trois dernières années et les différents dossiers judiciaires ouverts, on peut se dire qu'en effet, les surprises vont désormais se faire rares, même si il reste encore un volet très attendu : Liege Airport. Désormais, pour avancer, Nethys a besoin de tourner la page mais c'est aussi vrai pour les actionnaires que sont les communes liégeoises et la Province. Et même, plus largement, pour que ce scandale politico-financier cesse de coller aux basques de toute la région liégeoise. Alors certes, il faudra du temps. Le temps que la justice fasse son travail, que d'éventuels procès se tiennent, que de potentielles condamnations soient prononcées. Cela prendra des années, sans doute. Mais qu'importe. Car à partir du moment où Nethys aura, en interne, joué la pleine carte de la transparence, elle pourra enfin s'atteler à un défi sacrément important pour le bassin principautaire : celui de proposer un nouveau défi, porteur de développement économique, d'emplois et de revenus pour les acteurs locaux. Car ne nous voilons pas la face : les révélations successives ont écoeuré l'opinion publique et donné une bien piètre image de la société, mais aussi d'une région tout entière. Désormais, le moment est venu d'aller de l'avant. Espérons que la justice agisse rapidement - autrement dit, tout l'inverse des grands procès politico-financier de ces dernières années - et que le nouveau management propose un projet industriel fort, ancré localement. C'est peut-être même son challenge numéro un et c'est (aussi) là-dessus qu'il sera jugé. ●

C'est une véritable bombe que révèle la mission anti-fraude menée par Deloitte au sein du groupe liégeois Nethys. Le rapport, demandé par la nouvelle équipe à la tête de la société dès novembre 2019, est accablant concernant l'ancien management, incarné par le tout-puissant CEO déchu Stéphane Moreau, mais aussi ses adjoints Pol Heyse et Bénédicte Bayer.

La mission était titanesque. Analyser, sur la période s'étalant de 2017 à 2019, pas moins de neuf millions de transactions bancaires au sein de Nethys, Voo (télécoms), Win (informatique), Elicio (énergie) et les Éditions de l'Avenir (presse). Au final, la liste des remontrances du rapport anti-fraude mené au sein du groupe liégeois Nethys par Deloitte est longue comme le bras, sans parler de la non-conformité au décret wallon relatif à la gouvernance. Mais l'élément le plus interpellant de ce rapport explosif est sans nul doute la découverte d'un compte bancaire ING secret. Ultra-confidentiel, il n'était soumis à aucun contrôle du département financier. Tout ce qui touchait à ce compte était rangé dans un simple classeur papier dans le bureau du directeur financier, Pol Heyse, contenant des factures et des extraits de compte. Les montants qui ont transité par ce compte sont astronomiques : 42 millions d'euros rien que pour 2017 et 2018. « Quasiment 90 % des irrégularités découvertes au sein de Nethys ont été faites à partir de ce compte », confie-t-on ainsi au sein du groupe. Et pour cause, puisque c'est à partir de là qu'était effectuée la quasi-totalité des paiements litigieux. Ainsi, les bonus de l'ancien management, des assurances-groupes, les fameuses indemnités de rétention ont, entre autres, été payées à Moreau, Heyse et Bayer par ce compte secret. Ainsi, entre le 16 mai 2018 et le 9 octobre 2019, Stéphane Mo-

reau a touché 13,43 millions € brut (incentives court terme, incentive long terme, indemnités de rétention, assurance groupe de base et assurance groupe bonus). Pol Heyse 3,1 millions et Bénédicte Bayer 1,61 million. Sur ces 18,4 millions, Nethys a pu en faire saisir 11,3 sur les différents comptes bancaires des protagonistes.

18 MILLIONS DE PRÊTS D'INTÉGRALE

Le problème, c'est qu'il ne servait qu'à payer. Il fallait donc, à un moment donné, l'alimenter. Des factures internes forfaitaires sans détail étaient alors envoyées au département financier qui payait. Mais ce n'est pas tout : deux prêts de l'assureur liégeois Intégrale, appartenant donc à Nethys, ont été faits pour renflouer ce compte. Ces prêts, de 10 et 8 millions d'euros (!) ont été signés de la main de Bénédicte Bayer, mais aussi par Gil Simon, comme en attestent des documents dont La Meuse a pu prendre connaissance. Gil Simon, jusqu'ici épargné par le scandale, est cité nommément pour la première fois via ces

C'est à partir de ce compte ING qu'était effectuée la quasi-totalité des paiements litigieux

prêts à hauteur de 18 millions pour alimenter le compte bancaire confidentiel dédié aux opérations troubles. Le Visétois est toujours aujourd'hui le CEO de Resa, le gestionnaire liégeois de gaz et d'électricité, qui a pris son « indépendance » de Nethys. Preuve du caractère prémédité de certaines transactions à l'avantage de l'ex-management, une série de paiements irréguliers ont encore été réalisés via ce compte à la veille de l'entrée en vigueur du décret « gouvernance », mais aussi pile avant les

licenciements de l'ancien management. Pour un total de 11,2 millions d'euros.

SIMON ET DONVIL ONT REMBOURSÉ

Autre élément positif pour le « nouveau Nethys » : 1,2 million d'euros ont pu être récupérés « à l'amiable » via des discussions avec Gil Simon, mais aussi Jos Donvil qui était alors à la tête de Voo.

La question qui hante donc aujourd'hui les nouveaux management et conseil d'administration de Nethys est donc la suivante : comment ce compte a-t-il pu passer au travers de tous les contrôles ? « Un tel système n'a pu perdurer que parce qu'il y avait un déficit de contrôle interne, externe via le réviseur d'entreprise, mais aussi parce que certains responsables locaux - parce qu'on parle ici d'un groupe industriel public avec des actionnaires publics - n'ont pas voulu voir », nous confie-t-on.

EMPLOIS FICTIFS

Voilà donc pour l'aspect financier. Bien évidemment, le screening complet réalisé par cette mission anti-fraude a aussi porté sur les postes des uns et des autres. Et là, le constat est sans appel : il y avait bel et bien des emplois fictifs chez Nethys. « Six personnes étaient clairement engagées sous Nethys, comme salarié ou comme « consultant » permanent. Leur contrat a été rompu, ce qui représente une économie d'un million d'euros par an pour le groupe. »

Ces missions de consultance sont d'ailleurs récurrentes et le contenu de celles-ci, lorsqu'il n'est pas flou, est tout bonnement inexistant. Impossible par exemple de savoir ce qu'a réalisé « un consultant liégeois qui facturait 100.000 €, à raison de 10.000 € par mois », nous commente-t-on. Le rapport de cette mission « Forensic » de Deloitte commandée par le nouveau management a été formellement valisé par le conseil d'administration de Ne-

thys ce mardi. Il a coûté près de 400.000 euros mais d'aucuns l'estiment indispensable pour mettre à jour toutes les magouilles et scandales passés afin de tourner définitivement la page. La justice liégeoise, qui multiplie les enquêtes sur la galaxie Nethys et ses anciens dirigeants, a bien évidemment le rapport complet et détaillé entre ses mains. ●

GASPARD GROSJEAN



Stéphane Moreau
© Belga

LE COMPTE BANCAIRE L'EX-MANAGEMENT



Diego Aquilina. © Belga

Pol Heyse. © Belga

